

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.055/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Travaux publics, du Transport, de la Lutte contre l'incendie et de l'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le 20 février 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif à l'octroi de subventions aux communes pour l'élaboration d'un plan directeur couvrant la mise en oeuvre de zones 30, zones résidentielles et piétonnes dans le réseau de quartier", a donné le 18 mars 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 33.055/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 20 februari 2002 door de Minister van Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorstel (lezen : ontwerp) van besluit van de Brusselse Hoofdstelijke Regering "betreffende de toekenning van toelagen aan gemeenten voor het opmaken van een structuurplan dat het aanwenden van zones 30, woon- en voetgangerszones in het wijknet behelst", heeft op 18 maart 2002 het volgende advies gegeven :

Saisie le 5 janvier 2001 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ayant le même objet que l'arrêté examiné, la section de législation du Conseil d'Etat a fait observer, dans l'avis 31.130/4, donné le 28 mars 2001 ⁽¹⁾, que le projet était dépourvu de fondement légal.

Le 19 juillet 2001, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sanctionnait l'ordonnance contenant le premier ajustement du budget général des Dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année Budgétaire 2001 qui constituait un fondement légal adéquat.

Saisie d'une nouvelle demande d'avis dans les trois jours, le 12 septembre 2001, la section de législation du Conseil d'Etat a donné, le 14 septembre 2001, l'avis 32.220/2/V sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 octobre 2001 relatif à l'octroi de subventions aux communes pour l'élaboration d'un plan-directeur couvrant la mise en oeuvre de zones 30, zones résidentielles et piétonnes dans le réseau de quartier.

Toutes les communes n'ayant pas eu le temps de bénéficier de la subvention en vertu de cet arrêté, le projet examiné tend à renouveler l'opération sur le fondement de l'ordonnance du 20 décembre 2001 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2002.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Il y a lieu de ne citer au préambule que les textes qui constituent le fondement légal de l'arrêté en projet.

⁽¹⁾ Après que le texte du Budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-capitale pour l'année Budgétaire 2001 lui ait été transmis le 8 mars 2001 par le cabinet du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le fondement légal de l'arrêté en projet est l'article 11 (et non l'article 12) de l'ordonnance du 20 (et non du 14) décembre 2001 contenant le budget général des dépenses (et non le Budget administratif) de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année Budgétaire 2002.

Les textes dont le rappel est jugé utile pour la détermination de la portée de l'arrêté doivent faire l'objet de considérants. Ceux-ci doivent être concis et précis quant aux motifs qu'ils invoquent.

Vu que les 2^e, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e considérants ne font que, soit paraphraser ce que l'on peut lire dans le plan régional de développement, soit exposer la politique du Gouvernement dans la matière réglée par l'arrêté, ils n'ont pas lieu d'être reproduits dans le préambule. Le cas échéant, ils trouveront mieux leur place dans un rapport au Gouvernement.

Par ailleurs, le plan IRIS auquel il est fait référence aux 3^e et 5^e considérants n'ayant pas fait l'objet d'une publication, la mention de celui-ci, dans le préambule, risque d'être de peu d'utilité. Si tel est le cas, l'on y placera également le premier considérant.

En vertu des articles 34, § 1^{er}, et 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les secrétaires d'Etat régionaux ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ils ne disposent pas d'une compétence réglementaire et ne peuvent donc ni proposer ni (contre)signer les arrêtés de cette nature. Il convient que ce soit le Ministre qui a la matière concernée dans ses attributions qui propose et signe l'arrêté en projet.

Le préambule sera, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"Vu l'ordonnance du 20 décembre 2001 contenant le Budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2002, notamment l'article 11;

.../...

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le (date);

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le (date);

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.055/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 mars 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

(Sous réserve d'un rapport au Gouvernement)

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mars 1995 arrêtant le plan régional de développement, notamment l'annexe II, carte n° 6, relative aux voiries, qui prévoit un réseau de quartier constitué de rues locales et de collecteurs de quartier dans chaque commune, destiné à devenir des zones de circulation à 30 km/h voire à 20 km/h;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente;".

Dispositif

Article 1^{er}

L'intitulé et les articles 1^{er}, 3, alinéa 1^{er}, 4, alinéa 1^{er}, 1°, 5, alinéa 2, du projet visent le "réseau de quartier". L'article 2, alinéa 1^{er}, vise "le réseau de voirie locale". L'article 2, alinéa 2, 1°, vise le "réseau local".

Selon le point 2.5.1.1. du plan régional de développement, le réseau de quartier comprend deux types de voiries : les rues locales et les collecteurs de quartier.

Il y a lieu d'adopter une terminologie uniforme et précise pour tout le projet.

Article 3

.../...

1. A la suite de la mention du numéro de l'article budgétaire, il y a lieu d'écrire :

"visé à l'article (...) de l'ordonnance du 20 décembre 2001 contenant le Budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2001".

2. La lettre C ne saurait représenter un "coefficient" qui est, par définition, un nombre qui multiplie la valeur d'une quantité algébrique. En fait, C représente un paramètre, c'est-à-dire une valeur qui doit être déterminée par le Gouvernement dans le dispositif et qui permet le calcul des subventions dans le tableau annexé au projet d'arrêté.

La lettre L doit être définie comme la valeur absolue de la longueur exprimée en mètres de la voirie communale prise en considération (voir l'observation sous l'article 1^{er}); il convient de préciser la source de cette donnée.

Les lettres "DC" et "DR" représentent la densité de population : il convient de préciser la source statistique utilisée et l'arrondi éventuel.

Enfin, les valeurs indiquées dans la troisième colonne de l'annexe 1 résultent de la conversion des montants calculés en francs en 2001 ⁽²⁾ convertis en euros pour 2002. Cette conversion ne résulte ni de la formule déterminée à l'article 3 ni du tableau. La disposition et le tableau doivent être revus à la lumière de cette observation.

⁽²⁾ Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 octobre 2001 relatif à l'octroi de subventions aux communes pour l'élaboration d'un plan-directeur couvrant la mise en oeuvre de zones 30, zones résidentielles et piétonnes dans le réseau de quartier.

Article 4

1. A l'alinéa 1^{er}, 3°, deuxième phrase, il y a lieu d'écrire :

"Le coût de l'étude établie par une équipe interne (...)".

2. Les alinéas 2 et 3 manquent de clarté. La section de législation relève notamment les points suivants :

a) Le texte ne précise pas que les délais de deux fois quatre mois sont accordés aux communes pour réaliser les parties du plan directeur visées respectivement aux 1° et 2°, d'une part, et aux 3° et 4°, d'autre part, de l'article 2, alinéa 2, ainsi que pour transmettre au comité d'accompagnement les pièces correspondantes accompagnées des rapports visés à l'article 5, alinéa 3.

b) Douze mois ne peuvent mathématiquement pas se répartir sur deux fois quatre mois. Le délai de douze mois semble correspondre au délai de huit mois (deux fois quatre mois) augmenté du délai de quatre mois (quatre fois un mois) dont disposerait le comité d'accompagnement pour donner un avis sur les quatre étapes du plan directeur (Cf. articles 5, alinéa 3, et 6, 2°). Cependant, la section de législation n'aperçoit pas clairement comment vont se combiner les deux délais de quatre mois et les quatre délais d'un mois, ni quel est le point de départ du calcul de chacun de ces délais.

c) Il n'est pas précisé à qui le comité d'accompagnement donne ses avis. La section de législation suppose qu'il s'agit de la commune dont le plan directeur est examiné.

d) L'alinéa 3 mentionne des "étapes" et l'alinéa 4 des "phases".

3. Il y a lieu d'écrire que le comité d'accompagnement "dispose d'un délai" et non "se réserve" un délai.

.../...

4. Dans un texte de nature réglementaire, il y a lieu d'éviter d'insérer des dispositions de détail qui pourraient faire l'objet d'une circulaire. En l'espèce, il s'agit des renseignements mentionnés dans la phrase introductive.

La phrase liminaire de l'alinéa 1^{er} sera, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"Art. 4. Toute demande de subvention est accompagnée des documents suivants :

1° (...)"

5. Au point 2, du même alinéa, il convient d'omettre l'abréviation "PCD" qui ne fait par ailleurs l'objet d'aucune définition dans le texte en projet. Il y a lieu de mentionner en toutes lettres les termes que recouvre cette abréviation.

Article 5

1. L'alinéa 3 concerne les avis mentionnés à l'article 4, alinéa 3. Afin d'éviter toute confusion, les dispositions traitant d'une même procédure doivent être rassemblées dans un même article.

2. De même, il semble que l'avis du comité d'accompagnement visé à l'article 5, alinéa 2, doit être mis en relation avec l'article 7, alinéa 1^{er}, qui prévoit que le plan directeur finalisé est soumis au Secrétaire d'Etat chargé de la Mobilité.

.../...

3. En conclusion, pour plus de clarté, il est suggéré à l'auteur du projet :

- 1° de consacrer un ou plusieurs articles aux différentes phases de la procédure envisagées dans leur ordre chronologique (demande de subvention, élaboration des différentes étapes du plan directeur, avis du comité d'accompagnement sur ces différentes étapes, versement des tranches de la subvention, phase finale consistant dans la transmission du plan directeur finalisé et d'un ultime avis du comité d'accompagnement au Secrétaire d'Etat chargé de la Mobilité);
- 2° de consacrer un article distinct à la création et à la composition du comité d'accompagnement qui précisera qu'outre les missions prévues aux articles (...) du projet, le comité d'accompagnement est chargé de proposer une méthodologie de travail.

4. A l'alinéa 4, 6^e tiret, du projet, il y a lieu de remplacer l'acronyme "STIB" par les mots "Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles".

5. Au même alinéa, 10^e tiret, il convient de remplacer les mots "de la Gestion" par les mots "pour la Gestion".

Article 7

1. Le projet d'arrêté ne précise pas la nature de l'intervention du Secrétaire d'Etat chargé de la Mobilité lorsque le plan directeur lui est "soumis".

2. Il est inutile de prévoir une sanction en cas de non respect de l'obligation de soumettre le plan directeur dans un délai d'un an après la notification de l'accord du Gouvernement. En effet, le non respect des obligations liées à l'octroi d'une subvention est prévu par l'article 57 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat et entraîne la restitution de plein droit de celle-ci.

3. La section de législation se demande quel est exactement "l'accord du Gouvernement" visé in fine de la première phrase. Elle suppose qu'il s'agit de la décision du Gouvernement d'octroyer la subvention, conformément à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} du projet. A défaut de délégation, tout octroi de subvention devra faire l'objet d'une décision du Gouvernement.

Annexe

1. Il convient de remplacer les mots "subvention maximale" par les mots "montant maximal de la subvention", afin de se conformer à la terminologie utilisée à l'article 3 du projet.

2. Il s'indique de signer séparément le texte de l'arrêté et l'annexe, celle-ci contenant des dispositions de nature réglementaire, même si elle ne fait pas partie formellement du dispositif.

Par ailleurs, avant la signature de l'annexe, la formule suivante doit être insérée :

"Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du (...) relatif à l'octroi de subventions aux communes pour l'élaboration d'un plan-directeur couvrant la mise en oeuvre de zones 30, zones résidentielles et piétonnes dans le réseau de quartier".

OBSERVATIONS FINALES DE LEGISTIQUE

Afin d'améliorer la division du dispositif, les auteurs du projet sont invités à se référer à la circulaire de légistique formelle du Conseil d'Etat ⁽³⁾.

Les montants figurant dans l'arrêté en projet doivent être suivis du mot "euros".

OBSERVATIONS D'ORDRE LINGUISTIQUE

Le texte néerlandais du projet laisse beaucoup à désirer, aussi bien du point de vue de la correction de la langue que du point de vue du style, et s'inspire trop du texte français (par exemple les articles 2, alinéa 2, et 4, alinéa 4, qui sont quasiment incompréhensibles).

Le texte regorge également de fautes de frappe ("Sint-Peeters-Woluwe" au lieu de "Sint-Pieters-Woluwe", "betoelating" au lieu de "betoelaging", "voorwarden" au lieu de "voorwaarden", "moeten...ingediende" au lieu de "moeten... ingediend", etc.)

Le texte néerlandais de l'ensemble du projet doit par conséquent être revu fondamentalement.

⁽³⁾ Légistique formelle, recommandations et formules, novembre 2001, pp. 42 et suiv. <<http://www.raadvst-consetat.be>>.

De afdeling wetgeving van de Raad van State, die op 5 januari 2001 verzocht is om van advies te dienen over een ontwerpbesluit met hetzelfde onderwerp als het voorliggende besluit, heeft in advies 31.130/4, uitgebracht op 28 maart 2001 ⁽¹⁾, erop gewezen dat het ontwerp geen rechtsgrond had.

Op 19 juli 2001 bekrachtigde de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de ordonnantie waarin de eerste aanpassing was vervat van de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2001, die een geschikte rechtsgrond vormde.

De afdeling wetgeving van de Raad van State, bij wie op 12 september 2001 een nieuwe aanvraag om een advies binnen drie dagen was ingediend, heeft op 14 september 2001 advies 32.220/2/V uitgebracht over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 oktober 2001 betreffende de toekenning van toelagen aan gemeenten voor het opmaken van een structuurplan dat het aanwenden van zones 30, woonerven en voetgangerszones in het wijknet omvat.

Aangezien niet alle gemeenten de tijd hebben gehad om krachtens dit besluit aanspraak te maken op een subsidie, strekt het voorliggende ontwerp ertoe de actie te herhalen op grond van de ordonnantie van 20 december 2001 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2002.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

In de aanhef dienen alleen de teksten te worden aangehaald die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen.

⁽¹⁾ Nadat de tekst van de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest haar op 8 maart 2001 was toegezonden door het kabinet van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De rechtsgrond van het ontworpen besluit is artikel 11 (en niet artikel 12) van de ordonnantie van 20 (en niet van 14) december 2001 houdende de algemene uitgavenbegroting (en niet de administratieve begroting) van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2002.

De teksten die nuttig bevonden worden om in herinnering te worden gebracht ter bepaling van de strekking van het besluit, moeten worden opgenomen in een lid van de aanhef, waarin de motieven die worden aangevoerd op beknopte en precieze wijze worden vermeld.

Aangezien het 7^e, het 8^e, het 9^e, het 10^e en het 11^e lid ofwel slechts een parafrase zijn van hetgeen te lezen staat in het gewestelijk ontwikkelingsplan, ofwel een uiteenzetting van het beleid van de Regering in de aangelegenheid die het besluit regelt, dienen zij niet in de aanhef te worden opgenomen. In voorkomend geval zouden zij beter thuishoren in een verslag aan de Regering.

Bovendien is de vermelding in de aanhef van het IRIS-plan, waarnaar wordt verwezen in het 8^e en het 10^e lid, weinig dienstig, aangezien dit plan niet is bekendgemaakt. Indien zulks het geval is, geldt hetzelfde voor het zesde lid van de aanhef.

Krachtens de artikelen 34, § 1, en 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, maken de gewestelijke staatssecretarissen geen deel uit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, beschikken zij niet over verordnungsbevoegdheid en kunnen zij besluiten van die aard dus niet voordragen, noch (mede)ondertekenen. De minister bevoegd voor de betrokken aangelegenheid dient het ontworpen besluit voor te dragen en te ondertekenen.

De aanhef moet bijgevolg worden geredigeerd als volgt :

"Gelet op de ordonnantie van 20 december 2001 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2002, inzonderheid op artikel 11;

.../...

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op (datum);

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van (datum);

Gelet op het besluit van de Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 33.055/4 van de Raad van State, gegeven op 18 maart 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

(Onder voorbehoud van een verslag aan de Regering)

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 maart 1995 tot vaststelling van het gewestelijk ontwikkelingsplan, inzonderheid op bijlage II, kaart nr. 6, met betrekking tot het wegennet, waarin voorzien wordt in een wijknet gevormd door plaatselijke straten en verzamelwegen in elke gemeente, bestemd om verkeerszones 30km/u, en zelfs 20 km/u te worden;

Op voorstel van de Minister van Openbare Werken, Vervoer en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp;".

Dispositief

Artikel 1

In het opschrift en in de artikelen 1, 3, eerste lid, 4, eerste lid, 1°, 5, tweede lid, van het ontwerp is er sprake van een "wijknet". In artikel 2, eerste lid, is er sprake van een "netwerk van plaatselijke wegen". In artikel 2, tweede lid, 1°, is er sprake van een "plaatselijk netwerk".

Luidens punt 2.5.1.1. van het gewestelijk ontwikkelingsplan bevat het wijknet twee soorten van wegen : de plaatselijke straten en de verzamelwegen.

Een eenvormige en precieze terminologie dient te worden gehanteerd voor geheel het ontwerp.

Artikel 3

1. Na de vermelding van het nummer van de begrotingspost schrijve men :

"bedoeld in artikel (...) van de ordonnantie van 20 december 2001 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2001".

2. De letter C kan geen "coëfficiënt" voorstellen, want een coëfficiënt is per definitie een getal dat de waarde van een algebraïsche kwantiteit vermenigvuldigt. In feite is C een parameter, dit wil zeggen een waarde die door de Regering moet worden vastgesteld in het dispositief en aan de hand waarvan de subsidies in de bij het ontwerp-besluit gevoegde tabel kunnen worden berekend.

De letter L moet worden gedefinieerd als de absolute waarde van de in meter uitgedrukte lengte van de in beschouwing genomen gemeentewegen (zie opmerking onder artikel 1); de bron van dit gegeven dient te worden vermeld.

De letters "DC" en "DR" stellen bevolkingsdichtheid voor : de statistische bron die is gebruikt en de eventuele afronding dienen te worden vermeld.

De in de derde kolom van bijlage 1 vermelde waarden ten slotte, vallen te verklaren door de omzetting in euro's voor 2002 van de in 2001 in franken berekende bedragen ⁽²⁾. Deze omzetting vloeit niet voort uit de in artikel 3 vastgestelde formule, noch uit de tabel. De bepaling en de tabel moeten worden herzien in het licht van deze opmerking.

⁽²⁾ Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 oktober 2001 betreffende de toekenning van toelagen aan gemeenten voor het opmaken van een structuurplan dat de inrichting van de zone 30, woonerven en voetgangerszones in het wijknet omvat.

Artikel 4

1. In het eerste lid, 3°, tweede zin, van de Franse tekst schrijve men :

"Le coût de l'étude établie par une équipe interne (...)".

2. Het tweede en het derde lid zijn niet duidelijk genoeg. De afdeling wetgeving wijst onder meer op de volgende punten :

a) In de tekst wordt niet vermeld dat de termijnen van tweemaal vier maanden aan de gemeenten worden toegekend om de gedeelten van het structuurplan te bewerkstelligen, waarvan respectievelijk sprake is in de onderdelen 1° en 2° enerzijds, en in de onderdelen 3° en 4° anderzijds, van artikel 2, tweede lid, alsmede om het begeleidingscomité de overeenstemmende stukken toe te zenden samen met de in artikel 5, derde lid, bedoelde verslagen.

b) Twaalf maanden kunnen vanuit wiskundig oogpunt bekeken niet verdeeld worden over tweemaal vier maanden. De termijn van twaalf maanden lijkt overeen te stemmen met de termijn van acht maanden (tweemaal vier maanden) vermeerderd met de termijn van vier maanden (viermaal een maand) waarover het begeleidingscomité zou beschikken om een advies uit te brengen over de vier stappen van het structuurplan (cf. de artikelen 5, derde lid, en 6, 2°). Het is de afdeling wetgeving evenwel niet duidelijk hoe de twee termijnen van vier maanden en de vier termijnen van een maand zullen worden gecombineerd, noch wat het uitgangspunt is voor de berekening van elk van die termijnen.

c) Er wordt niet vermeld aan wie het begeleidingscomité zijn advies geeft. De afdeling wetgeving veronderstelt dat het gaat om de gemeente waarvan het structuurplan wordt onderzocht.

d) Het derde lid spreekt van "stappen" en het vierde lid van "fases".

3. Men schrijve dat het begeleidingscomité "beschikt over een termijn" en niet "behoudt zich een termijn".

.../...

4. In een tekst van verordenende aard dient vermeden te worden detailbepalingen op te nemen die in een omzendbrief zouden kunnen worden opgenomen. In dit geval betreft het de inlichtingen die in de inleidende zin worden vermeld.

De inleidende zin van het eerste lid moet bijgevolg worden geredigeerd als volgt :

"Art. 4 Bij elke subsidieaanvraag worden de volgende stukken gevoegd :

1° (...)"

5. In punt 2, van hetzelfde lid dient de afkorting "PCD" te worden weggelaten; deze afkorting wordt in de ontworpen tekst trouwens niet gedefinieerd. De woorden die voor deze afkorting staan dienen voluit te worden vermeld.

Artikel 5

1. Het derde lid heeft betrekking op de in artikel 4, derde lid, vermelde adviezen. Om elke verwarring te voorkomen moeten de bepalingen die handelen over eenzelfde procedure in eenzelfde artikel worden samengebracht.

2. Evenzo laat het zich aanzien dat het advies van het begeleidingscomité waarvan sprake is in artikel 5, tweede lid, in verband moet worden gebracht met artikel 7, eerste lid, dat bepaalt dat het afgewerkte structuurplan wordt voorgelegd aan de Staatssecretaris voor Mobiliteit.

3. Tot slot wordt ter wille van de duidelijkheid aan de steller van het ontwerp voorgesteld :

1° een of meer artikelen te wijden aan de verschillende fases van de procedure beschouwd naar de tijdsorde ervan (subsidieaanvraag, voorbereiding van de verschillende fases van het structuurplan, advies van het begeleidingscomité over

.../...

die verschillende fases, storting van de gedeelten van de subsidie, slotfase bestaande in het toezenden van het afgewerkte structuurplan en een laatste advies van het begeleidingscomité aan de Staatssecretaris voor Mobiliteit);

- 2° een afzonderlijk artikel te wijden aan de oprichting en de samenstelling van het begeleidingscomité, waarin wordt gepreciseerd dat het begeleidingscomité, naast de taken vermeld in de artikelen (...) van het ontwerp, belast wordt met het voorstellen van een werkmethode.

4. In het vierde lid, zesde streepje, van het ontwerp, dient het letterwoord "MIVB" vervangen te worden door de woorden "Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel".

5. In hetzelfde lid, tiende streepje, dienen in de Franse tekst de woorden "de la Gestion" vervangen te worden door de woorden "pour la Gestion".

Artikel 7

1. In het ontwerpbesluit wordt niet vermeld in welke zin de Staatssecretaris voor Mobiliteit optreedt wanneer het structuurplan hem wordt voorgelegd.

2. Het is nutteloos te voorzien in een straf in geval van niet-naleving van de verplichting om het structuurplan voor te leggen binnen een termijn van een jaar na kennisgeving van de akkoordbevinding van de Regering. Het niet-naleven van de verplichtingen die samenhangen met de toekenning van een subsidie komt immers ter sprake in artikel 57 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit en heeft de teruggave van rechtswege van deze subsidie tot gevolg.

3. De afdeling wetgeving vraagt zich af wat precies wordt bedoeld met "de goedkeuring van de Regering" waarvan sprake is in de laatste zin in fine. Zij veronderstelt dat het gaat om de beslissing van de Regering om de subsidie toe te kennen overeenkomstig artikel 1, eerste lid, van het ontwerp. Bij ontstentenis van delegatie moet omtrent elke subsidieverlening een beslissing worden genomen door de Regering.

.../...

Bijlage

1. De woorden "maximale betoelaging" dienen vervangen te worden door de woorden "maximumbedrag van de toelage", ter wille van de overeenstemming met de terminologie van artikel 3 van het ontwerp.

2. Het is aangewezen de tekst van het ontwerp en van de bijlage afzonderlijk te ondertekenen, aangezien de bijlage bepalingen van verordenende aard bevat, ook al maakt ze formeel gezien geen deel uit van het dispositief.

Bovendien moet voor de ondertekening van de bijlage de volgende formule worden ingevoegd :

"Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van (...) betreffende de toekenning van toelagen aan gemeenten voor het opmaken van een structuurplan dat het aanwenden van zones 30, woon- en voetgangerszones in het wijknet behelst".

OPMERKINGEN OVER DE WETGEVINGSTECHNIEK

Met het oog op een betere indeling van het dispositief worden de stellers van het ontwerp verzocht terug te grijpen op de circulaire betreffende de wetgevingstechniek van de Raad van State ⁽³⁾.

De bedragen die worden vermeld in het ontworpen besluit moeten gevolgd worden door het woord "euro".

⁽³⁾ Wetgevingstechniek, aanbevelingen en formules, november 2001, blz. 42 e.v. <<http://www.raadvst.consetat.be>>.

OPMERKING OVER DE TAAL

De Nederlandse tekst van het ontwerp laat zeer te wensen over, zowel wat het correcte taalgebruik betreft, als wat de stijl betreft, die vaak te Frans is (bij voorbeeld de artikelen 2, tweede lid, 4°, en artikel 4, vierde lid, die nagenoeg onbegrijpelijk zijn).

Ook komen er tal van tikfouten in voor, ("Sint-Peeters-Woluwe" in plaats van "Sint-Pieters-Woluwe", "betoelating" in plaats van "betoelaging, "voorwarden" in plaats van "voorwaarden", "moeten...ingediende" in plaats van "moeten ... ingediend", enz.).

De Nederlandse tekst van geheel het ontwerp zou bijgevolg grondig moeten worden herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. JANS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. JANS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M.-L. WILLOT-THOMAS